Dettes usurière et mouvements sociaux dans le Japon moderne (1868-1937)

Vers une institutionnalisation de l'offre de crédit social ?

Usury and Social Movements in Modern Japan (1868-1937). Institutionalising a Social Credit System

Adrienne Sala

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoiremesure/5169>

DOI : 10.4000/histoiremesure.5169

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2015

Pagination : 43-68

ISBN : 978-2-7132-2473-7

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Adrienne Sala, « Dettes usurière et mouvements sociaux dans le Japon moderne (1868-1937) », *Histoire & mesure* [En ligne], XXX-1 | 2015, mis en ligne le 30 juin 2018, consulté le 03 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/5169> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoiremesure.5169>

Adrienne SALA*

**Dette usurière et mouvements sociaux
dans le Japon moderne (1868-1937).
Vers une institutionnalisation de l'offre de crédit social ?**

Résumé. Durant la période de modernisation du Japon, le crédit bancaire est rationné pour financer l'industrie, et les institutions de crédit adressées aux paysans manquent cruellement. De ce fait, le recours au financement par le prêt sur gage et le prêt personnel demeure très courant. Cet article propose de retracer la genèse des institutions destinées à approvisionner le marché du crédit et à faire échapper à l'usure depuis l'ère Meiji à la Seconde Guerre mondiale. On s'intéresse à l'évolution du rapport de force entre les ruraux, les prêteurs et l'État dans un climat social et économique instable. L'établissement d'institutions de crédit public est le résultat d'un compromis sur lequel il importe de revenir pour comprendre la relation entre le progrès social et les conflits d'intérêt dans le Japon moderne.

Mots-clés : Japon, ère Meiji, crédit public, dette rurale.

Abstract. Usury and Social Movements in Modern Japan (1868-1937). Institutionalising a Social Credit System

During the period of modernisation in Japan, bank credit was rationed to finance industry and credit institutions that catered to peasants were cruelly lacking. Indebted to pawnshops and moneylenders, peasants were kept in continuous subjection by exorbitant interest. This article analyses the political and social history of public credit institutions founded and run for the public's welfare from the Meiji period to 1945. We explore how power relations between farmers, creditors and the state evolved over this period of high economic and social instability. The compromise from which the development of public credit institutions arose sheds light on the relationship between social progress and conflicts of interest in modern Japan.

Keywords : Japan, Meiji period, rural debt, public credit.

* EHESS - INALCO, 190-198 avenue de France, 75 013 – Paris.

Email : adrienne.sala@gmail.com

Le développement économique du Japon moderne a largement été analysé sous l'angle du « sacrifice » des campagnes pour financer l'industrialisation. L'étude de l'endettement des paysans a suscité l'intérêt des historiens de l'économie japonaise, et fait, à part entière, partie de l'histoire sociale du Japon, à l'origine notamment des mouvements de revendications (*ikki*) depuis la période du Moyen Âge (XIV^e-XVI^e siècle).

À la fin du XIX^e siècle, pour répondre aux besoins de financement de l'industrie naissante, le gouvernement central a développé activement le secteur bancaire délaissant, par ailleurs, l'institution d'organismes de crédit chargés de soutenir l'économie rurale. Les paysans avaient par conséquent toujours recours à des formes traditionnelles de financement proposées par les prêteurs marchands, *kashikingyôsha*, et les prêteurs sur gage, *shichiya*.

Malgré une riche historiographie consacrée au problème de l'endettement des paysans dans la période moderne, la création d'institution de crédit public comme réponse au problème de l'usure a, semble-t-il, été moins approfondie. Il faut rappeler que l'usure ne fait pas l'objet de jugements moraux et religieux comparables à ceux qui ont guidé sa réglementation dans les pays occidentaux. De plus, le faible encadrement légal appliqué à l'activité des prêteurs personnels laisse prospérer une dette usurière.

Cet article propose de retracer la genèse des institutions destinées à approvisionner le marché du crédit et à le faire échapper à l'usure de l'ère Meiji à la Seconde Guerre mondiale. On montre l'évolution du rapport de force entre les acteurs : les ruraux, les prêteurs et l'État, dans un climat social et économique instable. Pour cela, la présente étude s'appuie sur plusieurs travaux d'historiens qui ont analysé l'essor de la finance populaire rurale (*shôminkinyû*) parmi lesquels Shibuya Ryûichi, qui a analysé l'histoire des mécanismes et des pratiques de crédit dans le Japon moderne et les enjeux de leur institutionnalisation¹. Au cours de cette période, la stabilité politique est confrontée à un risque latent d'implosion provenant d'une partie de la société japonaise en quête de plus d'égalité et de justice, insatisfaite par la faible représentation de ses intérêts dans les institutions nouvellement créées. Les analyses qui portent sur l'étude des mouvements sociaux ruraux et urbains de cette période décrivent un climat social effervescent dans lequel certains compromis démocratiques ont pu aboutir.

L'établissement d'institutions de crédit public peut être analysé comme le résultat d'un compromis sur lequel nous proposons de revenir pour

1. T. KATO, 1983 ; R. SHIBUYA, 1972; 2001 ; K. KASE, 1979, p. 11-38 ; G. KODAIRA, 1930.

comprendre l'évolution des formes du progrès social et les enjeux de pouvoir dans le Japon moderne.

1. Dette rurale et avancées sociales de 1870 à 1910

La période de modernisation du Japon est caractérisée par de profonds changements au niveau politique, économique et social, marquée par le passage d'un système politique féodal et d'une société à statut hiérarchisée à une économie de marché entraînant par conséquent une reconfiguration de l'organisation sociale. L'élaboration d'un État-nation modifie la nature du lien social. En outre, dans le contexte d'urbanisation rapide et d'industrialisation à marche forcée, les formes de solidarité traditionnelles, qui reposaient sur le rôle central de la famille, peuvent difficilement remplacer une politique sociale². Le creusement des inégalités sociales et régionales se poursuit durant cette période. L'industrialisation génère une inégalité de développement économique entre le milieu urbain et le milieu rural, et de plus grandes disparités sociales entre les différents quartiers des grandes villes comme Tokyo et Osaka³ suite aux mouvements de migrations internes (*dekasegi*). De fait, les pouvoirs publics doivent gérer divers problèmes au niveau local : surpopulation, instabilité des prix et des revenus, conflits entre propriétaires terriens et paysans, rareté des sources de financement⁴. Le besoin de financement lié au développement industriel se traduit par un contrôle des capitaux destinés à soutenir les investissements et une moindre disponibilité des capitaux bancaires pour les secteurs de l'économie rurale et pour les ménages.

Jusqu'au début des années 1890, les organismes de crédit public sont encore à l'état d'étude par les dirigeants politiques et les réformateurs sociaux. Par conséquent, la demande de prêt est pourvue par des formes de crédit traditionnelles composées essentiellement de trois types de crédit : les *mujinko* (crédit rotatif), les *kashikingyô* (prêteurs d'argent individuel issus de la classe des marchands depuis la période d'Edo) et les *shichiya* (prêteurs sur gage)⁵. Or ces prêteurs privés appliquent des taux d'intérêt élevés,

2. Y. IKEDA, 1986 ; T. INOUE, 1909, 1912 ; A. GORDON, 1991.

3. R. SHIBUYA, 2001. Par exemple, suite au grand tremblement de terre de Tokyo de 1923, la demande de crédit augmente de façon notable dans le quartier populaire d'Asakusa où les classes laborieuses sont fortement représentées, en comparaison des quartiers huppés de Kôjimachi, et de Nihonbashi.

4. S. KERRY, 2001.

5. T. KATO, 1983.

considérés comme des taux usuriers, bien que l'histoire et la définition de l'usure soient différentes de celles d'autres pays industrialisés⁶. Dans ce contexte socioéconomique, une élévation du niveau d'endettement des paysans peut constituer une source latente de révolte sociale. En effet, les révoltes des paysans ont marqué l'histoire sociale du Japon et le problème de l'endettement en constituait l'une des causes majeures⁷.

Premières propositions de loi pour contrôler l'activité de crédit

En 1877, la première loi sur les taux d'intérêt (*risokuseigenhō*) est votée⁸. Elle est toutefois vivement critiquée, dès sa mise en application, pour la marge de manœuvre qu'elle laisse aux prêteurs, qui peuvent en réalité appliquer des taux d'intérêt supérieurs au seuil légal sans faire l'objet de sanctions pénales. Dans son ouvrage de 1886, rédigé et publié suite à la demande adressée par le ministre japonais des Affaires Intérieures, Paul Mayet mentionne à plusieurs reprises l'inefficacité de la loi en analysant plusieurs cas de paysans surendettés par des prêts usuriers. Il y déplore la condition des ruraux et propose d'instituer différents organismes de crédit public pour résoudre le problème de la dette usurière des paysans⁹. En 1886, un projet de loi, resté sans suite, est notamment rédigé par Mayet lui-même pour fixer un taux d'usure (*nihonrishiseigenhō*). En 1899, un second projet de loi d'encadrement des taux d'intérêt (*Kōrishi taisaku hōritsu*) est proposé dans le cadre d'un programme social qui vise à résoudre le problème de l'endettement des paysans. Mais ce second projet de loi est rejeté également.

Pourtant, à partir de 1890, des changements majeurs sur les plans politiques, idéologiques et institutionnels ont commencé à tracer la voie d'une démocratie impériale¹⁰. Cette période est fructueuse sur le plan des avancées sociales. Conscient des risques que fait peser l'industrialisation sur le maintien de la cohésion sociale, plusieurs réformateurs sociaux et intellectuels, inspirés, pour certains, par les modèles sociaux européens, proposent différentes mesures de politiques sociales. Parmi ces précurseurs, Shinagawa Yajirō soutient l'économie agricole et la nécessité de favoriser

6. L. FONTAINE, 2008 ; W.J., NOVAK, 1996 ; L.N. ROBINSON & R. NUGENT, 1935.

7. Dans les années 1860, les dernières révoltes des paysans de l'époque d'Edo contre le pouvoir politique du Shōgunat réclamaient un effacement des dettes dont le niveau était devenu insoutenable en grande partie à cause des intérêts élevés, S. KATSUMATA, 2011.

8. Pour les prêts de moins de 100 yens, le taux limite est fixé à 20 %, prêt de 100 à 1 000 yens, le taux est fixé à 15 % et les prêts supérieurs à 1 000 yens, le taux est fixé à 12 %.

9. P. MAYET, 1893.

10. A. GORDON, 1991.

l'accès aux crédits à taux d'intérêt faible pour permettre aux plus modestes de profiter des opportunités créées par le développement économique du pays. Il partage les valeurs liées au travail et à l'épargne diffusées par les politiques nationalistes du gouvernement destinées à renforcer l'autonomie des individus. Il souligne, en revanche, que l'accès aux capitaux à des taux convenables représente une des conditions majeures de la réalisation de ces politiques.

Figure 1. Évolution du marché des prêteurs privés –Nombre de prêteurs marchands (*kashikingyô*) et des prêteurs sur gage (*shichiya*)

Source. Pour les données concernant les prêteurs marchands, compilation de données issues des statistiques publiées par les services l'administration fiscale *shûzeikyokutôkeinenpô* ; pour les données concernant les *Shichiya*, compilation de données issues des statistiques publiées par le Ministère des Affaires Intérieures *Nihonteikokutôkeinenkan* et données publiées par le MOF. Évolution du marché des *shichiya*.

Cependant, la guerre sino-japonaise (1894-1895) et l'arrivée au pouvoir du parti politique Seyûkai (1900) coupent court à ces tendances progressistes. Le Seyûkai met en place des mesures de réduction des dépenses sociales. Le gouvernement central diffuse avec entrain les valeurs liées à la réussite individuelle (*self-help – jieï*). Dans ce climat plus austère à l'égard des politiques sociales, la dynamique dont pouvait profiter le développement des formes de crédit social s'essouffle. La dette des paysans et des travailleurs pauvres urbains représente néanmoins un problème social et fait l'objet d'une nouvelle proposition de loi ciblée sur l'encadrement de l'activité des

prêteurs sur gage, les *shichiya*, qui appliquent, avec les prêteurs marchands, des taux d'intérêt élevés (Fig. 1).

Le marché des prêteurs sur gage se développe d'abord dans les régions agricoles de Kanagawa, Ishikawa, Kôchi et Saga ; puis, à partir des années 1910, dans les régions du nord du Japon, Aomori, Iwate et Ibaragi (cf. Figure 2). À partir des années 1930, les *shichiya* sont surtout présents dans les centres urbains d'Osaka, de Hyôgo, puis de Tôkyô. Peu d'études ont été réalisées sur le marché des prêts sur gage de l'époque Meiji ; une enquête réalisée en 1919 sur les *shichiya* de la ville d'Osaka montre que les travailleurs, les ouvriers, et les artisans représentaient plus de la moitié de la demande. D'après une enquête publiée par le Bureau des banques en 1923, environ six millions de personnes empruntaient auprès des *shichiya*. Bien qu'une partie notable de la demande provînt alors des travailleurs (34,5 %), le recours au prêt sur gage constituait néanmoins une pratique courante, diffusée au sein de l'ensemble de la société. Par exemple, les professions libérales, avocats ou médecins notamment, ou encore des gérants de temple avaient régulièrement recours aux prêts sur gage ; les professionnels des arts du spectacle empruntaient les sommes les plus élevées. En revanche, les travailleurs non-qualifiés et les ouvriers empruntaient régulièrement des petits montants¹¹.

À la fin des années 1910, le marché de l'occasion subit le contre coup de l'essor de la société de consommation¹². Pour compenser la perte de valeur plus rapide des biens gagés, les prêteurs augmentèrent leurs taux d'intérêt. En appliquant des taux d'intérêt déterminés aussi par la valeur de l'objet gagé, et en répercutant les frais de stockage sur le prix final du crédit, les plus emprunteurs les plus modestes étaient souvent pénalisés, et contraints de payer des taux d'intérêt élevés. De plus, les *shichiya*, organisés en association professionnelle, s'entendaient sur l'application des taux d'intérêt pour limiter la concurrence.

Le recours au financement par le prêt sur gage reflète le manque d'institutions financières disponibles pour une partie du salariat urbain et des paysans¹³. Les taux d'intérêt pratiqués par les *shichiya* sont nettement supérieurs aux taux bancaires, et les méthodes de calcul peu rationnelles renchérissement le prix du crédit final par l'ajout de frais et de charges supplémentaires. De plus, les petits prêts sont généralement reconduits une

11. R. SHIBUYA, 2001 - Compilation de données par l'auteur.

12. T. TAKEMURA, 1998, p. 173-197.

13. S. KERRY, 2001 ; R. SHIBUYA, 2001.

fois remboursés, et le paiement de taux d'intérêt élevés s'ajoute à la charge de la dette déjà lourde pour le paysan. Les paysans sont généralement endettés auprès de plusieurs prêteurs : *shichiya*, prêteurs d'argent et banques¹⁴.

Figure 2. Carte du Japon

14. Dans son journal intime, Nishiyama Koichi écrit qu'étant l'aîné, il doit reprendre les affaires de famille suite au décès de son père, et doit également assumer les dettes contractées par son père auprès de plus de 25 prêteurs différents, qui sont des proches ou des voisins du village – K. NISHIYAMA, Y. NISHIDA & Y. KUBO, 1991.

Opposition à la loi d'encadrement de l'activité des Shichiya

La première loi d'encadrement de l'activité des *shichiya* est proposée en 1895 et fixe le taux d'intérêt annuel au seuil maximum de 47 %¹⁵. Les *shichiya* s'opposent à cette proposition de loi et demandent au contraire une déréglementation du marché. En 1898, ils organisent un mouvement pétitionnaire, dirigé par l'Association des *shichiya* de la province de Kôchi dans le sud du Shikoku. La bonne organisation du mouvement permet sa diffusion au niveau local et régional en 1905. Bien que ce mouvement ne soit pas parvenu à se faire entendre autant qu'il l'aurait voulu, en raison d'une faible organisation à l'échelle nationale, ainsi que d'un manque d'unité dans les revendications, la stratégie qui consiste à s'organiser collectivement pour faire valoir des revendications au niveau régional a néanmoins entraîné un ajournement de la proposition de loi et constitue en cela une victoire des *shichiya*.

Suite à cet épisode, au début des années 1900, le ministère des Affaires Intérieures demande la réalisation de plusieurs études sur le marché des crédits et les conditions auxquelles sont effectués ces prêts. Il s'intéresse particulièrement à l'urbanisation des *shichiya*, à la demande de crédit qui émerge dans les villes, ainsi qu'à la charge financière supportée par les emprunteurs du fait de l'application de taux d'intérêt élevés¹⁶. Il est avéré les *shichiya* se substituent aux politiques sociales défaillantes (santé, chômage, etc.) et au manque d'institutions de crédit. Pourtant, bien que la réflexion portée par les pouvoirs publics sur le problème de l'endettement soit vive, le manque de coordination entre les ministères en charge de leur développement, et l'absence de mesures de politiques sociales soutenues par le gouvernement central, retardent la mise en place d'institutions de crédit public efficaces.

2. Les premières formes de crédit social

Dans les années 1880 et 1890, des réformateurs sociaux, participant activement à divers groupes d'étude sur la pauvreté, et observateurs éclairés des modèles européens, nourrissent des réflexions sur les formes du progrès social dont font partie les institutions de crédit public¹⁷. Cependant, des enjeux politiques et financiers retardent le développement de ces organismes de crédit.

15. R. SHIBUYA, 1972.

16. R. SHIBUYA, 1969.

17. R.H.P. MASON, 1965 ; Y. IKEDA, 1986.

Suite à la crise économique de 1884-1886 qui a engendré en 1887 une période de forte déflation, le gouvernement soumet un projet de loi qui vise à autoriser la création d'associations de crédit (*kumiai*hō). Le financement se fait par capitaux publics (*kokuren*hōjyo) distribués par l'intermédiaire du secteur bancaire aux associations de crédit bancaire (*kumiaichu*ōginkō) à des taux bas ou nuls. La création d'une institution financière locale en charge de répondre à la demande de crédit provenant des classes populaires et sous l'autorité partagée du ministère des Affaires Intérieures, du ministère des Finances et du ministère de l'Agriculture et du Commerce représente un moyen de renforcer le contrôle du gouvernement central au niveau local. En effet, le responsable d'un *kumiai* rapporte à la préfecture régionale qui rapporte ensuite au niveau national auprès du ministère.

Il s'agit néanmoins aussi de créer un organisme financier capable de lutter contre les mécanismes de paupérisation des paysans. En effet, depuis le début de la période Meiji, le gouvernement poursuit une feuille de route au niveau local et régional dans le but de réduire les écarts de développement entraînés par l'industrialisation rapide. Le gouvernement central cherche à instituer les fondements d'une organisation sociale et économique gérée de manière autonome par les pouvoirs publics locaux. Pour cela, la stabilité des communautés villageoises est primordiale. L'établissement de coopératives industrielles (*sangyōkumiai*), d'associations agricoles (*nōkai*) et d'autres formes d'associations a pour but d'assurer cette stabilité en participant à l'organisation et à la responsabilisation de la société civile au niveau local.

Le projet de loi sur les coopératives industrielles a vu le jour grâce à l'initiative de deux fonctionnaires du ministère de l'Agriculture et du Commerce, Hirata Tōsuke et Shinagawa Yajirō. Ils ont œuvré pour proposer une législation qui favorise le développement de nouvelles formes de coordination entre les gouvernements locaux et le gouvernement central. Le premier projet de loi consiste à encadrer l'organisation des unions de crédit pour les paysans. Cependant, faute d'un soutien suffisant, ce projet de loi est rejeté en 1891. Hirata rédige ensuite la Loi de Coopérative Industrielle, présentée et votée à la Diète en 1905, qui permet l'établissement de l'Union Centrale des Sociétés Coopératives. Ces coopératives relèvent de la gestion autonome des pouvoirs publics locaux. Elles ont pour but de faciliter l'accès à des financements à des taux d'intérêt faibles pour l'achat de matériel en groupe. Elles ne comportent aucune restriction concernant le statut des membres.

Enfin, le vote de la Loi sur les Associations Agricoles de 1899 permet l'institution des premières associations agricoles. Ces structures reçoivent

des subventions de l'État et sont financées par les propriétaires terriens qui, en contre partie, font valoir leurs intérêts lors des prises de décisions. Ces associations ont pour fonction majeure de diffuser des nouvelles technologies et des méthodes de production destinées à accroître le rendement et la productivité des paysans.

Malgré ces avancées, les ministères des Finances et de l'Agriculture et du Commerce ne parviennent pas à s'entendre sur la gestion et l'administration de ces organismes de crédit, qui relèvent de l'autorité du premier dans les zones urbaines, et du second dans les régions rurales. En outre, face à une plus forte urbanisation de la demande de crédit, le ministre des Finances cherche à développer une banque de crédit populaire et des formes de prêts publics sur le modèle des monts-de-piété. Il en fait son cheval de bataille mais rencontre l'opposition du ministère de l'Agriculture et du Commerce qui refuse de céder son droit de contrôle et de gestion sur les organismes de crédits dont il a la charge.

Développer la « finance populaire »

À partir du début des années 1900, différentes études sont conduites à la demande du ministère des Finances sur le fonctionnement des organismes financiers capables de répondre aux besoins de crédit des paysans et de la petite industrie urbaine. Les programmes de politique sociale développés dans les pays d'Europe ont également fait l'objet d'études par les membres du gouvernement envoyés directement sur place. Sur la base de ces rapports, le ministre des Finances décide de développer une finance populaire (*shōminkinyū*). Inspiré du modèle allemand, il propose un système de crédit Schulze qui garantit un accès aux capitaux pour les commerçants, les artisans et la petite industrie urbaine. Ce modèle cible davantage les travailleurs que les consommateurs et poursuit l'idée que le développement économique représente un moyen d'assurer l'élévation sociale des classes ouvrières, à condition de faciliter l'accès à des capitaux à taux bas¹⁸. Le modèle allemand est, de plus, déjà adapté aux formes de crédit existantes. Il s'agit en effet d'intégrer deux organismes de crédit sous l'autorité de deux administrations distinctes : les *mujin kō* (crédit rotatif), pour leur savoir-faire dans la gestion des comptes de dépôt, sous le contrôle du ministère de l'Agriculture et du Commerce, et les *shichiya*, experts dans le prêt sur gage, sous l'autorité du ministère des Affaires Intérieures. Cependant, ce projet de loi ne parvient pas à obtenir le soutien du ministère de l'Agriculture et du Commerce, et reste à l'état de projet.

18. R. SHIBUYA, 2001.

En 1905, des mouvements sociaux éclatent dans le centre de Tôkyô. Dans les régions rurales aussi, les conflits entre tenanciers et propriétaires terriens gagnent de l'ampleur. La paupérisation d'une partie des paysans qui croulent sous une dette usurière contraint le gouvernement à intervenir.

Avancés sociales dans un climat de grande instabilité économique et sociale, 1910-1930

Suite à la crise de la fin des années 1900, un premier mouvement de pétition est organisé par les paysans en 1911, qui demandent, entre autres, au gouvernement de baisser les taux d'intérêt et de réviser la loi sur les taux d'intérêt. Une étude est alors réalisée à la demande du ministère des Finances pour évaluer le niveau d'endettement des paysans. La dette rurale est estimée à 746 millions de yens dont plus de la moitié est pourvue par des prêteurs privés (cf. Tableau 1).

Tableau 1. *Dette des paysans (1911-1912)*

<i>Source de prêt</i>	<i>Montant de la dette (1 000 yens)</i>	<i>Répartition (%)</i>
Total	746 033	100
Banques spécifiques	76 602	10,3
Banques commerciales, compagnies d'assurances	132 002	17,7
Coopérative industrielle, association agricole	84 732	11,4
Prêteurs marchands, shichiya, prêts personnels	440 787	59,1
Autres	11 910	1,5

Source : Étude réalisée par le MoF (*ôkurasho rizaikyoku chôsa*) publiée par le MAF (Histoire des finances rurales en 1953 « 1953nen nôsonkin'yû henkan »).

Malgré le développement des coopératives industrielles et agricoles, l'emprunt auprès des prêteurs privés reste dominant. Suite aux périodes de crise, nombre de paysans endettés ont perdu leur terre. Bien que les pétitions signées par les paysans et présentées au gouvernement aient été examinées, les revendications sont restées lettre morte, rapidement écartées par les membres du parti dominant, le *Seyûkai*, qui soutient l'industrialisation et, à cet effet, poursuit une rationalisation des capitaux pour les besoins productifs.

Puis, la fin de la Première Guerre mondiale correspond à une période de courte prospérité économique, qui retarde l'intervention du gouvernement pour gérer le problème de l'endettement des ruraux. Le développement

de technologies modernes dans les secteurs de l'industrie lourde génère une hausse des emplois et des investissements productifs. Les salaires augmentent et les opportunités d'emploi se sont diversifiées. Cependant, les prix à la consommation subissent une forte hausse. En 1918, le prix du riz a augmenté considérablement par rapport aux autres denrées¹⁹. Suite à cette hausse des prix, le climat social est à nouveau tendu et donne lieu à de nouvelles manifestations dirigées par les travailleurs urbains, suivis quelques jours après par les paysans²⁰. Néanmoins, ces mouvements sociaux manquent d'organisation et de coordination.

Dans ce contexte, le ministre des Finances dépose son projet de loi de finance populaire, soutenu par le ministère de l'Intérieur. Avec ce projet de loi, il poursuit un double objectif : réviser la loi sur les taux d'intérêt et réviser les conditions de crédit appliquées par les *shichiya*. La révision de la loi sur les taux d'intérêt est proposée le 6 février 1919 et approuvée par les deux chambres le 22 avril 1919. La loi abaisse les taux d'intérêt de la façon suivante :

- . Pour les prêts d'un montant inférieur à 100 yens, baisse de 20 % à 15 % ;
- . Pour les prêts d'un montant compris entre 100 yens et 1 000 yens, baisse de 15 % à 12 % ;
- . Pour les prêts d'un montant supérieur à 1 000 yens, baisse de 12 % à 10 %.

À la fin des années 1910, on observe une baisse de la demande rurale de crédit auprès des prêteurs privés²¹, qui ont notamment baissé leur taux d'intérêt²². La révision de la loi sur les taux d'intérêt n'est cependant pas complètement satisfaisante. Elle ne dispose toujours pas de sanctions pénales en cas de dépassement des taux maximum. Avant tout symbolique, elle semble, dans les faits, favoriser surtout l'accès à des crédits moins chers pour les classes moyennes.

Le ministère des Finances, avec l'accord du ministère des Affaires Intérieures, réitère son projet de loi pour développer une finance populaire (*shôminkin'yû*) qui intégrerait les *mujinkô* et les *shichiya*. Ces derniers

19. S. SILBERMAN & H. HARRY, 1974 ; K. OHKAWA, M. SHINOHARA & M. UMEMURA, 1966.

20. A. GORDON, 1991.

21. R. SHIBUYA, 1965.

22. On constate un relatif faible écart entre les taux bancaires (8,3 % environ) et les taux des prêteurs individuels (10,4 % environ) en 1916. En 1920, les taux bancaires rejoignent ceux des prêteurs individuels (11 % environ).

s'y opposent avec virulence et s'organisent collectivement. Ce second mouvement est mieux structuré que le premier, et bénéficie d'une meilleure organisation à l'échelle nationale. En effet, le premier mouvement de pétition organisé par l'Association des *shichiya* de Kôchi représentait essentiellement les intérêts des prêteurs locaux dans les zones rurales, alors que ce second mouvement représente majoritairement les intérêts des associations de prêteurs urbains. Les revendications des *shichiya* sont coordonnées au niveau local entre chaque association selon les directives de l'association d'Osaka.

En 1919, les *shichiya* créent la première Association Nationale des *Shichiya*, qui bénéficie d'une certaine influence politique comme en témoigne l'ajournement du projet de développement d'un organisme de crédit public sur le modèle des monts-de-piété. La force de négociation de ce mouvement relève essentiellement du regroupement des prêteurs urbains de Tôkyô, Osaka, Kyôto, Kobe, Nagoya, et Yokohama. Leur demande porte principalement sur deux points : une déréglementation des taux d'intérêt, et une réduction de la période de gage à trois mois. Face au manque de réaction du gouvernement, les associations des *shichiya* organisent une manifestation de trois jours, à la suite de laquelle, le projet de loi est soumis à une nouvelle révision.

L'Association des *shichiya* de Tôkyô, parvenue à se faire entendre du ministère des Affaires Intérieures, trouve finalement un terrain d'entente avec le ministère des Finances. Les *shichiya* acceptent que des organismes de crédit public soient créés dans les régions rurales tant que le gouvernement s'engage à limiter la concurrence en contrôlant le montant de prêt par personne et les taux d'intérêt²³.

Crise de la dette des paysans

La décennie des années 1920 est marquée par plusieurs crises économiques qui ont donné lieu à une instabilité croissante des prix et des revenus surtout dans le milieu rural. À partir de 1925, suite à la baisse des prix du riz et de la soie, la politique agricole conduite par le gouvernement fait l'objet de critiques virulentes. L'instabilité économique et sociale est grandissante à la fin des années 1920. Suite à la crise bancaire de 1927, nombreuses banques ont fait faillite surtout dans les régions rurales,

23. R. SHIBUYA, 2001.

entraînant une rationalisation du crédit²⁴. Dans ce contexte, l'offre de crédit est essentiellement pourvue par les marchands et les *shichiya*.

Dans son étude sur les effets de la Grande Dépression sur le village de Sekishiba (Fukushima), Kerry Smith met en évidence le lien entre le problème de la dette rurale et le manque d'institution financière pour répondre aux besoins de crédits des habitants²⁵. En effet, durant cette période, les taux d'intérêt pratiqués par les prêteurs personnels augmentent à nouveau, et varient entre 12 et 20 %, soit presque le double des taux appliqués par les banques. Mis à part l'évidence qu'emprunter à des taux comparables est une cause aggravante de détresse financière, la multiplicité des sources de crédit (banques, unions de crédit, prêteurs) accroît l'endettement des paysans qui atteint des niveaux insoutenables.

Tableau 2. *Évaluation de la dette des paysans en 1929*

<i>Source de prêt</i>	<i>Montant de la dette (1 000 yens)</i>	<i>Répartition (%)</i>
Total	4 585 569	100
Banque pour le développement de l'industrie et du commerce	338 809	7,4
Banque agricole	306 486	6,7
Banque pour le développement industrielle et agricole	75 941	1,7
Banques commerciale et banques d'épargne	578 126	12,6
Compagnie d'assurances	61 873	1,3
Coopérative industrielle	635 069	13,8
Prêt personnel (autre)	2 585 369	56,5

Source. Enquête du MAF (Nôrinsho chôsa « *nôgyônenkan* », 1942).

Au début des années 1930, les coopératives industrielles ne parviennent pas non plus à répondre aux besoins de liquidité des paysans. Seuls 20 % des crédits proviennent des banques, et des coopératives de crédit alors que 60 % des prêts proviennent des prêteurs individuels à la fin de l'année 1933. En 1929, plusieurs études officielles sont conduites pour estimer le montant de la dette des ruraux²⁶. Selon les résultats de l'étude conduite par

24. OKURASHÔ, vol. 5, 1957, p. 145-146, vol. 3, 1976, p. 5-7.

25. S. KERRY, 2001.

26. L'évaluation de la dette des paysans représente entre quatre et six milliards de yens, répartie entre les banques, les unions de crédit, et les prêteurs privés. Ce qui représente

le ministère de l'Agriculture et du Commerce, la dette rurale s'élèverait à environ 4 milliards de yens (cf. Tableau 2). Le niveau d'endettement moyen représente plus du double des revenus annuels d'un paysan modeste²⁷. En 1929, le revenu annuel moyen des paysans était de 1 326 yens ; en 1931, il ne représente plus que 650 yens (cf. Figure 3)²⁸. De 1925 à 1934, le ratio d'endettement par rapport aux revenus des paysans a nettement augmenté (cf. Figure 4).

Figure 3. Revenu annuel moyen des ménages dans le secteur agricole

Source. T. INOUE, « *Nihonshihonshûgi no haten to nôgyô oyobi nôsei* », 1957.

Suite à la dépression des années 1930-1932, l'instabilité sociale augmente. En 1931, une crise sociale de grande ampleur éclate dans les régions rurales. Le ministère des Finances, dans le cadre de mesures

une dette par ménage de 800 à 1 000 yens. Ces chiffres proviennent des premières études conduites sur le problème de la dette rurale, conduites par la *Teikoku nôkai* (Association Agricole Impériale) en 1929. Kodaira Gonichi a écrit en 1931 de manière très critique sur la méthodologie employée par l'Association Agricole Impériale, G. KODAIRA, 1933, p. 126-142. Les études conduites au niveau régional et local montrent une situation plus sombre. Le montant de la dette moyenne par ménage dans la préfecture de Niigata en 1932 est estimé à 2 300 yens. S. TERUOKA, 1934.

27. ARIMOTO & SENDA, 2012.

28. T. NAKAMURA, 1994.

sociales, procède à une déréglementation des volumes de crédits proposés par les organismes de crédit public et à une baisse des taux d'intérêt. En modifiant les règles de la concurrence qui avait fait l'objet d'un compromis entre les *shichiya* et le gouvernement, il est finalement parvenu à imposer une partie de ses conditions aux *shichiya*.

Figure 4. Proportion de la dette des paysans par rapport aux revenus

Source. MAF, Nôka Keizai chôsa.

Force est de reconnaître que le problème de la dette des paysans relève d'enjeux qui ne sont pas limités à la gestion de l'endettement au niveau local, et qu'il suscite des considérations d'ordre économique et social plus profondes. Les gouvernements locaux et les pouvoirs publics sont contraints d'instaurer une politique de redressement économique des régions rurales soutenue par un programme de dépenses publiques.

3. Vers une gestion de la dette rurale

À partir de 1931, de nouveaux mouvements sociaux demandent une accélération de l'action des pouvoirs publics pour répondre aux sérieuses difficultés que doivent surmonter les communautés paysannes. L'organisation de ces mouvements prend forme sous le leadership d'Akutagawa Shinkichi, désigné à la fin de l'année 1931 pour représenter le monde rural par l'intermédiaire d'une assemblée représentative : *Fûkyo taisaku mintaikai* (Assemblée générale du peuple pour des politiques de lutte contre la dépression)²⁹. Les demandes qui sont formulées au gouvernement font l'objet d'une pétition soutenue par les maires des villes et des villages. Parmi les nombreux sujets abordés, un allègement de la dette rurale est demandé au gouvernement central.

Les paysans parviennent à créer un mouvement unitaire et coordonné soutenu par les activistes de l'Association des paysans (*nôhonshugi*), qui obtient également le soutien des propriétaires terriens inquiets. Les actions sont conduites sur différents fronts, dans les villages comme auprès des politiques, de la presse et des membres de l'administration. Ils revendiquent notamment une plus grande égalité entre le monde urbain et rural, en demandant l'introduction d'une réforme rurale qui consisterait en premier lieu à résoudre le problème de l'endettement des paysans.

Le contenu des propositions présentées à la Diète reprend de façon plus nuancée le discours des activistes en ciblant leur demande sur quelques points majeurs : une gestion de la dette des paysans et une suspension des obligations de remboursement, un ajustement de la dette en fonction de la baisse de l'indice des prix à la consommation appliquée aux commodités courantes, une baisse des impôts et une révision de la loi sur les taux d'intérêt pour que les prêts dans les villages ne dépassent pas 3 % par an, aidant ainsi au remboursement des anciennes dettes³⁰.

Suite à ces mouvements, la presse s'empare du sujet, et le quotidien de presse *Asahi* publie notamment une série d'articles sur la vie rurale. Le quotidien informe également de l'évolution des signatures recueillies. Lorsque les organisateurs du mouvement obtiennent 32 000 signatures dans seize préfectures différentes, le quotidien de presse n'hésite pas à mettre en

29. Fils d'une famille de modestes propriétaires terriens, il est devenu le porte-parole d'un groupe de paysans reconnu, S. KERRY, 2001.

30. K. KASE, 1979.

avant la force sociale de ce groupe. Le journal *Toyô keizai shinpô* couvre également l'ampleur du mouvement³¹.

Jusqu'en 1932, la dette rurale ne représentait pas une question centrale, cependant, suite à l'ampleur des mobilisations, la résolution du problème est devenue une priorité du ministère de l'Agriculture et du Commerce. Les paysans ont poursuivi une stratégie qui consiste à attirer l'attention des autorités publiques sur le problème de la dette rurale en forçant sa résolution par la proposition de mesures, dans les faits difficiles à mettre en œuvre, mais dont le contenu a permis de nourrir les discussions.

Conflit interne et compromis fondé sur des intérêts communs

La proposition de loi pour la création d'un organisme public destiné à aider les paysans à rembourser leur dette (*Nôson fusai seiri kumiai hōan*) est le fruit de la pensée d'une figure centrale du ministère de l'Agriculture et du Commerce, Kodaira Gonichi, en charge de la finance rurale. Fervent défenseur de justice sociale, il tient plusieurs discours dans lesquels il expose sa réflexion sur le problème de l'endettement des paysans³². Kodaira propose de développer un système de finance rurale conçu expressément pour les besoins des paysans et des petits producteurs les plus vulnérables (*nôgyôkinyuron*). Sur la base d'une coopérative, il s'agit de proposer des crédits de moyen et de court terme sans prendre en garantie la terre des paysans. Pour cela, il propose de mettre en place des unions de crédit avec, en cas de nécessité, une mise à disposition de prêts à taux d'intérêt nul³³.

Il s'agit d'aider les paysans à rembourser leur dette tout en bénéficiant d'une structure de soutien et d'encadrement pour aider à recouvrer une source de revenu grâce à l'élaboration d'un programme individuel adapté à chaque paysan³⁴. Ce projet est présenté dans le cadre du programme de revitalisation économique rurale soutenu par le gouvernement pour renforcer la coopération entre les communautés rurales. En 1931, les projets

31. Dans cet article, il est montré que les montants insoutenables de l'endettement supportés par les ménages sont pratiquement impossibles à rembourser suite à la baisse des revenus, et risquent d'entraîner une montée de la violence. L'échec des institutions telles que les unions de crédit et les associations agricoles est également mentionné. L'article conclut sur le manque d'efficacité des programmes mis en place par le gouvernement qui n'ont pas réussi à résoudre le problème de l'endettement des paysans, *Toyô Keizai Shinpô*, juin 1932, p. 19-20.

32. G. KODAIRA, 1930.

33. G. KODAIRA, 1933.

34. G. KODAIRA, 1930.

de loi pour la création d'une union de crédit pour la gestion de la dette (*Nôson fusai seiri kumiai hōan*) sur l'initiative du ministère de l'Agriculture et du Commerce sont présentés par le ministre Gôto, fidèle de l'idéologie de Kodaira.

À la différence de la proposition présentée par l'Association Impériale Agricole (*Teikoku Nōkai*), qui consistait à permettre un accès à des crédits à taux d'intérêt faibles pour les membres des coopératives agricoles (*nōkaikumiai*) et des coopératives industrielles (*sangyokumiai*), Kodaira veut s'assurer que la résolution du problème de la dette dépende moins de la gestion centrale de l'État et surtout que ces moyens soient disponibles pour une plus large partie de la population sans être limités aux membres des communautés locales. Mais la faiblesse de ce projet réside dans l'absence de propositions concrètes en ce qui concerne les sources de financement. Gôto bénéficie du soutien du parti majoritaire Seiyūkai par l'intermédiaire de Miyasaki Hajime, défenseur de l'économie rurale qui déplore vivement le manque d'action du gouvernement, mais aussi le manque de réalisme de la loi proposée par Gôto³⁵. Cette proposition de loi ne parvient toutefois pas à passer les deux chambres. D'une part, le Seyūkai garde des réserves tant que la question du financement par l'État central n'est pas réglée. Et surtout, le ministère des Finances s'oppose à la création d'une institution qui ne serait pas sous son autorité.

En 1933, un nouveau projet de loi est proposé par le ministère de l'Agriculture et du Commerce, dans lequel figure clairement les montants et la source de financement. Il propose une réserve de crédit à taux faibles, d'un montant de 300 millions de yens sur une période de cinq ans, attribuée aux paysans par l'intermédiaire des unions de crédit spécifiquement créées pour gérer le remboursement des dettes des paysans. Le ministère des Finances s'oppose à ce projet de loi pour des raisons de financement³⁶. Il propose que les gouvernements régionaux soient responsables des prêts accordés, ce qui permet de transférer la charge de la dette du gouvernement central aux régions qui poursuivent activement des politiques de gestion de la dette locale. Cependant, le ministère de l'Intérieur s'oppose à une augmentation de la charge financière des gouvernements régionaux et permet pour cela un transfert des risques financiers vers le gouvernement central³⁷.

35. K. KASE, 1979.

36. K. KASE, 1979.

37. K. KASE, 1979.

À l'issue des négociations, il a été convenu de baisser le montant de financement original. La nouvelle proposition de loi est soumise à la Diète en mars 1933, après trois mois de négociations. Le nouveau montant de 200 millions de yens est proposé sur quatre ans, financé par le Bureau des dépôts du ministère des Finances, attribué aux gouvernements régionaux qui sont en charge de redistribuer les sommes allouées aux villes et aux villages responsables de la gestion de ces nouvelles unions de crédit³⁸.

Contrairement aux attentes, ces unions de crédit n'ont pas fait preuve d'une grande efficacité pour résoudre le problème de l'endettement rural notamment à cause des procédures administratives lourdes et laborieuses. Seulement 245 000 membres se sont associés, soit 4 % de la population agricole totale. Parmi les 200 millions de yen difficilement acquis, seulement un quart a été prêté³⁹.

Développement de la finance populaire sous contrôle du ministère des Finances

Ces conflits interministériels concernant l'institution d'un organisme de crédit public ont perduré de la fin des années 1880 au milieu des années 1930. Le ministère des Finances a néanmoins reçu une contrepartie à l'issue des négociations avec Gôto. Il a enfin pu donner vie à son projet de longue date d'instituer une banque centrale de crédit populaire (*shôminkinkô*) sous son autorité exclusive, capable de gérer des produits de crédit et des comptes de dépôt.

En effet, au début des années 1930, il réitère sa proposition de développer des *shôminkinkô*, financés par des capitaux publics à hauteur de 10 millions de yens et d'un financement pourvu par la Banque du Japon de 20 millions de yens, représentant au total 30 millions de yens⁴⁰. Cet organisme financier peut également émettre des obligations sans garantie de l'État pour prêter à la petite industrie, aux petits producteurs, et aux commerçants, et dispose d'une réserve de fonds en cas de catastrophe naturelle.

Entre 1935 et 1940, le nombre de dépôts est en hausse constante, et en 1945 la réserve de fonds propres détenue par les comptes dépôts a dépassé le financement par émission d'obligation (cf. Figure 5). Suite à l'intégration

38. La charge issue des crédits non remboursés (défaut) est répartie entre l'État, les préfectures et les communautés locales.

39. K. KASE, 1979.

40. R. SHIBUYA, 2001.

des organismes de crédit qui étaient sous la responsabilité du ministère de l'Agriculture et du Commerce, les tontines (*mujinkô*) et les coopératives de crédits (*shinyokumiai*), ces banques populaires (*shôminkinkô*) sont autorisées à effectuer des opérations financières standard de type dépôt et crédit, et les opérations de crédit augmentent de façon notable.

Figure 5. *Évolution des sources de financement des shôminkinkô (banque populaire)*

Source. « Shominkinkôkashikari taishôkeiki ichiran » *kokuminkin'yû kokôhen*
« kokuminkin'yûkôjyûnenshi », 1959.

Jusqu'en 1940, les emprunts étaient limités à 1 000 yens et la durée de crédit fixée à trois ans maximum. Ces prêts étaient essentiellement destinés à financer la petite industrie, proposée à un taux d'intérêt de 8 % annuel sur demande de deux garanties. La première déréglementation qui a permis la consolidation des sociétés *mujinkô* et *shinyokumiai* au sein de la banque populaire *shôminkinkô* a permis d'élever le montant de crédit limite à 2 000 yens, et dans certains cas à 3 000 et 5 000 yens. Le taux d'intérêt a également baissé à 7,5 % par an sur présentation d'une seule garantie. En temps de guerre, l'accès aux petits prêts était favorisé dans le cadre de politique sociale et familiale pour soutenir les naissances, les mariages et l'éducation (cf. Figure 6).

Figure 6. Évolution de l'offre et de la demande des crédits populaires Shôminkinyû

Source. Compilation de données issue des publications mensuelles des shominkinkô, in R. SHIBUYA, « *Shominkinyû no tenkai to seisakutaïou* », *Nihonzushosenta-*, 2001.

Cependant, si ces banques populaires *shominkinkô* ont joué un rôle majeur au moment de la guerre, la diminution des ressources financières à partir de 1945 entraîne une baisse de l'offre de crédit public et une nouvelle hausse de la dette usurière.

*

L'endettement des paysans durant la période moderne est un problème inhérent à la structure du système financier japonais organisé principalement pour répondre aux besoins de l'industrie. Le long processus d'institutionnalisation des formes de crédit public reflète les choix de politique économique et sociale du gouvernement central au sein desquelles les intérêts du monde rural étaient faiblement représentés. Néanmoins, l'organisation de mouvements sociaux dirigés par les paysans et les travailleurs urbains a montré la force d'influence qu'ils pouvaient gagner en formant des groupes de pression sociale médiatisés par la presse, et soutenus aussi par les intellectuels et les activistes réformateurs de l'époque.

Malgré la création des unions de crédit et des banques populaires qui témoignent des progrès réalisés, le besoin de capitaux entraîne à nouveau une situation de rationnement du crédit dans la période d'après-guerre. De plus, le dispositif légal d'encadrement de l'activité des prêteurs privés demeure toujours inefficace pour éviter l'usure. Une porte est donc toujours laissée ouverte pour les prêteurs personnels qui font leur retour dans les zones urbaines engendrant un nouveau problème d'endettement. En l'absence de mesures sociales plus protectrices, et d'un meilleur accès au crédit bancaire pour les PME, et les consommateurs, les prêteurs privés sont restés jusqu'à récemment encore une source de financement très courante.

Bibliographie

- ARIMOTO & SENDA, *Farmers' Debt in 1930's Japan*, Center for Economic Institutions, Working Paper Series n° 2012-3, October 2012.
- FONTAINE, Laurence, *L'économie morale*, Paris, Éditions Gallimard, 2008.
- GORDON, Andrew, *Labor and Imperial Democracy in Prewar Japan*, University of California Press, Berkeley, 1991.
- IKEDA, Yoshimasa, *Nihon shakai fukushishi [Histoire de la société du bien-être au Japon]*, Hôritsu Bunkasha, Kyôto, 1986.
- INOUE, Tomoichi, *Kyûsai seido yogi [Système d'aide et de prévoyance]*, Hakubunkan, 1909.
- KASE, Kazutoshi, *Nôson fusai seiri seisaku no ritsuan katei – Manshû jihenki nôgyô seisaku taikai no ichisokumen [Projet de mesures pour une gestion de la dette rurale. Un aspect de la politique stratégique agricole durant l'invasion de la Mandchourie]*, Tôkyô, Suisan daigaku ronshû, no14, 1979, p.11-38.
- KATO, Toshiyoshi, *Nihonkinyûron no rekiteikikenkyû [Recherches historiques sur la théorie financière au Japon]*, Tôkyôdaigaku shûpankai, 1983.
- KATSUMATA, Shizuo, *Ikki, Coalitions, ligues et révoltes dans le Japon d'autrefois*, Paris, CNRS Éditions, 2011.
- KERRY, Smith, *A Time of Crisis*, Cambridge et Londres, Harvard University Press, 2001.
- KODAIRA, Gonichi, *Nôgyô kinyûron [Théorie de la finance rurale]*, Iwamatsudô shoten, Tôkyô, 1930.
- , *Nôgyôkinyû to nôkafusaiseiri [Finance rurale et gestion de la dette]*, Nihonhyôronsha, Tôkyô, 1933.
- MASON, R.H.P., “The Debate on Poor Relief in the First Meiji Diet”, *Journal of the Oriental Society of Australia*, January 1965.
- MAYET, Paul, *Agricultural Insurance in Organic Connection with Savings-Banks, Land-Credit, and The Commutation of Debts*, London Swan Sonnenschein & Co, 1893.
- NAKAMURA, Takafusa, *Lecture on Modern Japanese Economic History. 1926-1994*, LTCB International Library Foundation, 1994.
- NISHIDA, Yoshiaki, Kubo, Yasuo, *Nishiyama Kôichi nikki, 1925-1950nen : Niigata-ken ichi kosakunô no kiroku [Journal de Nishiyama Koichi, 1925-1950 : Mémoire d'un paysan de Niigata]*, daigaku shuppankai, Tôkyô, 1991.
- NOVAK, William. J., *The People's Welfare. Law and Regulation in Nineteenth-Century America*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1996.
- OISHI, K., *Shôwa kyôkô to chihô zaisei, nôson zaisei wo chûshin to shite*, Tôkyô daigaku shakai kagaku kenkyûjo [*Crise Shôwa. Fiscalité des régions et des villages*], Tôkyô daigaku shuppankai, 1979, vol. 1.
- ÔKURASHÔ SHÔWA ZAISEISHI HENSANSHITSU, *Shôwa zaiseishi [Histoire de la finance sous l'ère Shôwa]*, vol. 5, 1957, p. 145-146 ; vol. 3, 1976, p. 5-7.
- ROBINSON, Louis N. & NUGENT, Rolf, *Regulation of the Small Loan Business*, Russell Sage Foundation, New York, 1935.

- SILBERMAN S. & HARRY H. (dir.), *Japan in Crisis. Essays on Taishô Democracy*, Princeton University Press, 1974.
- SHIBUYA, Ryûichi, *Kôrigashi taisaku rippô no tenkai – risokuseigenhō wo chûshin ni, Nôgyôsôgôkenkyû [Changement du cadre légal et mesure contre l'usure. Loi sur le taux d'intérêt maximum]*, Juillet 1965.
- SHIBUYA, Ryûichi, *Meijizen-chûki ni okeru shichiyagyô no sonzaiketai [Le prêt sur gage durant la première moitié de l'ère Meiji]*, kinyûkeizai, 1969.
- SHIBUYA, Ryûichi, *Shichiya taisaku rippô no tenkai [Modification de la loi de réglementation appliquée aux prêteurs sur gage]*, Komazawa daigaku keizai gakurônshû, 1972.
- SHIBUYA, Ryûichi, *Shominkinyû no tenkai to seisakutaiyô [Évolution de la finance populaire et changement de politique]*, Nihonzushosentâ, 2001.
- TAKEMURA, Tamio, “The Embryonic Formation of a Mass Consumption Society and Innovation in Japan During the 1920s”, *Japan Review*, 1998, p. 173-198.
- TERUOKA, Shûzô, *Nihon nôgyô mondai no tenkai [Développement des problèmes liés à l'agriculture au Japon]*, Keizai kôsei keikaku kihon chôsa, 1934, vol. 2.
- UMEMURA M., YAMADA S., HAYAMI Y., TAKAMATSU N., & KUMAZAKI M. “Agriculture and Forestry”, in OHKAWA K., SHINOHARA M. & UMEMURA M. (dir.), *Estimates of Long Term Economic Statistics of Japan since 1868*, vol. 9, Tôyô keizai Shinpôsha, Tokyo, 1966.